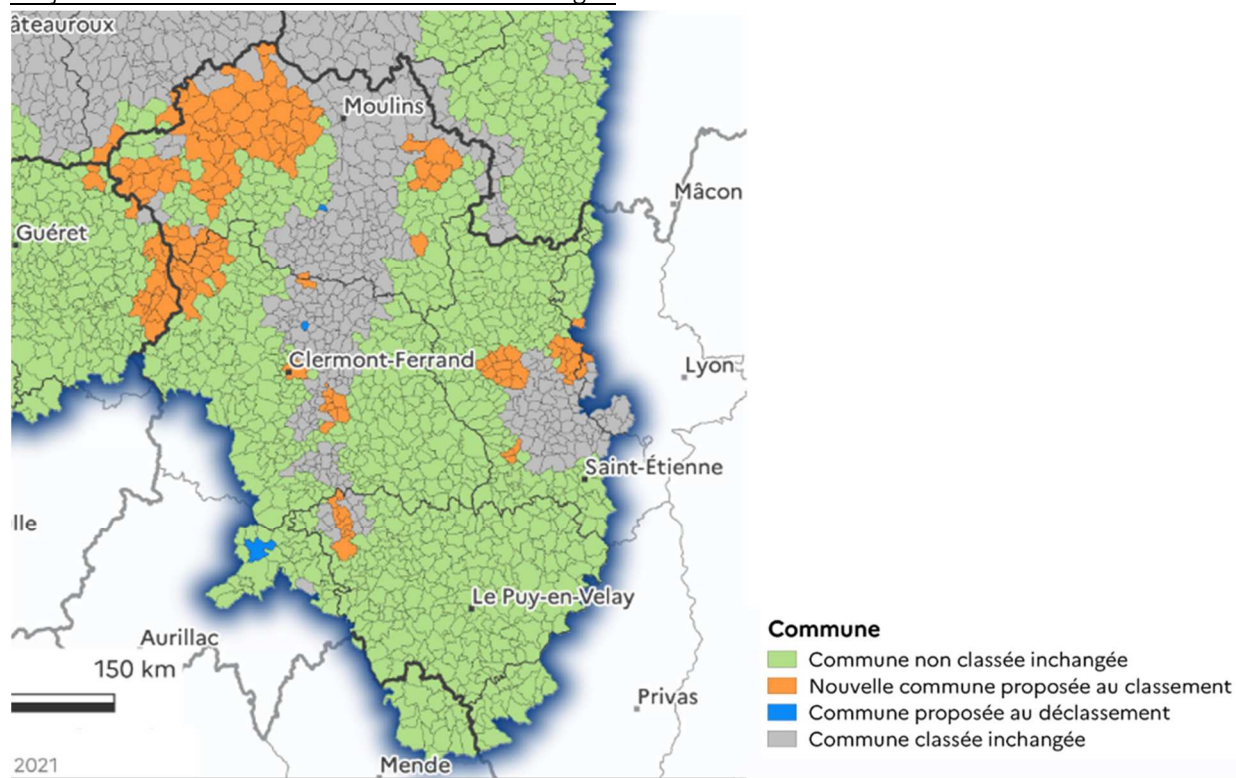


Données globales sur le projet de révision des zones vulnérables sur le bassin Loire-Bretagne

| | Bassin LOIRE-BRETAGNE |
|--|-----------------------|
| Nombre de communes proposées au classement pour le projet soumis à concertation | 311 |
| Nombre de communes proposées à l'issue de la concertation | 145 |
| Nombre de communes retirées lors de la concertation, suite aux arguments techniques apportés par les services des Chambres d'agriculture | 166 |

Projet de révision 2021 sur le bassin Loire-Bretagne



Avis technique des services des Chambres d'agriculture concernées

1- Concernant les bassins classés pour des causes non agricoles

Les bassins versants du Ruisseau des Assats FRGR1278 et du Pignols FRGR1030 sont classés alors que la source de pollution est clairement non agricole.

Il est facile aux services de la DDT qui en ont fourni aimablement la cartographie aux représentants de la profession agricole du Puy de Dôme, de repérer la localisation des stations d'épuration sur ces cours d'eau au débit faible. Le ruisseau des Assats concentre ainsi trois rejets de stations à lui seul sur un « ruisseau »!

L'impact de ces rejets cumulés a-t-il été réellement pris en considération? Ces rejets dilués en conditions normales sont peut-être restés jusqu'à présent dans le domaine de l'acceptable. Mais en conditions de sécheresse ils deviennent déterminants sur la qualité des eaux. Ces rejets « acceptables » dans un cours d'eau à débit « normal » ne le sont plus dans un cours d'eau à débit restreint. Les pratiques agricoles pourront être mises sous fortes contraintes, au demeurant injustifiées vu qu'elles ne sont pas la cause de la dégradation, que la qualité des eaux ne s'en trouvera aucunement améliorée si l'origine de la pollution est autre.

Cet état de fait est reconnu par les porteurs de projets de Contrats de Rivière comme c'est le cas ci-dessous dans le cadre de l'étude hydrologique menée sur ces ruisseaux par le SMVVA.

Extrait d'un compte rendu sur le CT 5 rivières (SMVVA) sur le sujet de l'hydrologie (bureau d'études CESAME) :

Etude sur l'hydrologie des cours d'eau

Par contre ce phénomène, associé aux apports des STEP, ne peut être totalement exclu sur les bassins versants du Pignols, du Chalet et des Assats. En effet, en étiage ces cours d'eau présentent naturellement des débits très faibles. Les apports en lien avec l'assainissement peuvent donc constituer une part significative de l'écoulement constaté. L'aspect des écoulements (=eaux bleutées) en conditions de basses eaux dans certains secteurs pour ces trois cours d'eau confirment d'ailleurs bien les apports en lien avec l'assainissement qui s'accompagnent également d'un impact qualitatif fort (apports matières organiques, azote et phosphore).

La Chambre d'agriculture du Puy de Dôme a réalisé des mesures ce printemps qui confirment cet état de fait : voir la note jointe « Note Pignols Assats teneur en NO3 09062021 ».

« Au regard des teneurs observées, il est évident que les teneurs en nitrates de ces deux masses d'eau sont impactées très fortement par les stations d'épurations présentes sur les deux secteurs.

En effet, dans 3 cas sur 4, on observe des coefficients d'augmentation de la teneur en Nitrates qui varient entre 20 et 75 fois entre l'amont des STEP et l'aval.

Le point à 17 mg/l correspond à un point issu de la fusion du Célet et du Bourbouloux, sa teneur apparaissant cohérente puisque affichant une moyenne des valeurs de 11 et 21 observées en amont. »

La source de pollution étant non agricole, et reconnue comme telle, nous demandons le retrait des bassins versants du Ruisseau des Assats FRGR1278 et du Pignols FRGR1030 du projet de classement.

2-Concernant les bassins classés sans analyse de taux de nitrates supérieure à 18mg/l

2.1 Les communes d'AULNAT, MALINTRAT et CLERMONT FERRAND entrent pour partie dans ce nouveau projet de classement suite à un redécoupage de la masse d'eau « BEDAT amont ». Nous prenons note de ce redécoupage mais nous ne trouvons aucune valeur supérieure à 18 mg/l sur le site de référence pour cette masse d'eau. Par suite, selon nous, elle devrait être déclassée. Dans l'état des lieux fourni rien ne justifie le classement des communes concernées par la masse d'eau « BEDAT amont » qui devraient donc être exclues de ce projet de zonage.

L'ensemble des communes de ce bassin versant (et non pas seulement les nouvelles communes proposées) devrait donc être retiré du projet de classement.

2.2 Les masses d'eau du Mourgon (FRGG0277) et de l'Engièvre (FRGG1940) ne présentent aucune mesure de taux de nitrates sur la campagne d'analyse. Aucun examen de la situation de ces bassins n'a été présenté dans les documents soumis à la consultation. **Par conséquent, Ces deux masses d'eau doivent être retirés du projet de classement.**

2.3 Certains secteurs sont classés alors qu'ils ne se situent sur aucune masse d'eau dite « contaminée ». Ce classement est généralement historique et découle des premiers classements qui étaient alors basés sur les petites régions agricoles. C'est par exemple le cas du Val de Sioule (hors affluents). La Chambre d'agriculture s'interroge sur la pertinence du maintien du classement en zone vulnérable. En tout état de cause, si le maintien en zone vulnérable devait être décidé, il sera alors important de préciser que ce classement ne découle pas de l'état des masses d'eau.

3- Concernant les bassins classés pour sur la base d'un nombre de valeurs trop faibles

La proposition de classement de bassins versants de cours d'eau quand elle ne repose pas sur un minimum de 10 mesures n'est pas légitime. Les bassins versants mis en classement le sont pour non-respect de la règle de 18 mg/l applicable sur les cours d'eau. Cette norme est jugée au regard de mesures elles-mêmes analysées selon le critère du 90ème percentile. En clair quand il y a 10 mesures la plus élevée, même si elle dépasse ces 18 mg/l, n'est pas retenue. C'est l'instauration implicite, juridiquement explicite, d'un droit à l'erreur. Mais s'il y a moins de 10 mesures, ce droit à l'erreur disparaît.

Or la majorité des bassins versants de notre région ne dispose pas de cet effectif minimal de 10 mesures. Il faut impérativement un minimum de 10 mesures pour pouvoir porter un jugement respectueux des modalités de définition des zonages (donc du droit à l'erreur) définies par les textes.

Nous demandons donc que dès qu'un bassin versant ne dispose pas de cet effectif de 10 mesures et que seule une de ces mesures dépasse ce seuil de 18 mg/l, qu'au titre du respect de ce « droit à l'erreur » le bassin versant concerné soit retiré du projet de classement.

Dans le département du Puy de Dôme, ce critère revient à retirer du classement les bassins versants du Ruisseau de Pignols, de la Toulaine, et du Boron,

Dans le département de la Loire, les communes nouvellement classées dans la Plaine du Forez apparaissent classées au titre de masse d'eau superficielle, avec seulement 1 ou 2 analyses marquant des pics de nitrates. Ceci est insuffisant pour classer une masse d'eau. La Chambre d'Agriculture conteste donc ce classement. Communes potentiellement concernées : Arthun, Boën-sur-Lignon, Sainte-Agathe-la-Bouteresse, Saint-Étienne-le-Molard, Sainte-Foy-Saint-Sulpice, Bussy-Albieux, Pommiers, Saint-Germain-Laval.

Dans le département de l'Allier, les masses d'eau FRGR0320 « LA MAGIEURE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LE CHER », FRGR0324 « LE BANDAIS ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'AUMANCE », FRGR0146 « LE CHER ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'AU COMPLEXE DE ROCHEBUT » et FRGR0205 « LE ROUDON ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE » présentent toutes moins de 10 analyses. De plus, l'examen des chroniques fournies dans les documents de consultation montrent (généralement les 10 dernières années) montrent un P90 inférieur à 18mg/l sur cette chronique.

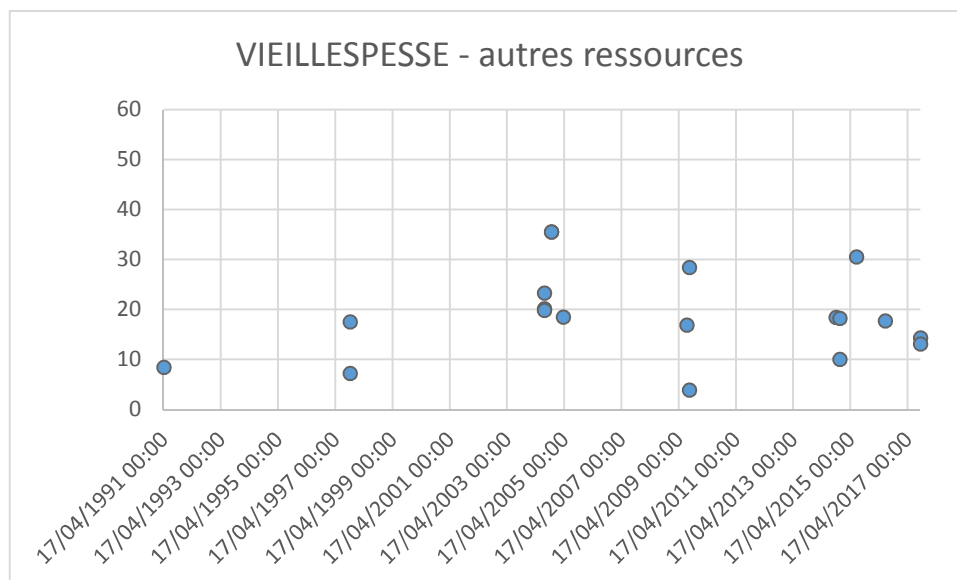
4- Concernant les bassins classés alors que l'agriculture qui y est pratiquée est déjà particulièrement extensive. La mise en œuvre des programmes de

mesures n'est pas adaptée à la problématique et n'apportera que des contraintes sans bénéfice environnemental. A titre d'exemple, on pourra citer la masse d'eau FRGR0146 "Cher et affluents depuis la source jusqu'au complexe de Rochebut ». L'ensemble du bassin versant est couvert à 80 % par des prairies pour la grande majorité permanentes. Le secteur est orienté majoritairement vers la production de Viande bovine dont les difficultés économiques sont connues. Le classement (et la révision en cours du Plan d'Action National) ne peuvent y imposer leurs règles sans que l'agriculture locale en joint lourdement pénalisée.

5- Concernant le maintien de la commune de Vieillespesse (15).

Cette commune renferme deux captages d'alimentation en eau potable pointés du doigt en 2012 pour le classement de la commune en zone vulnérable (Orlhac et Moureyre) pour le critère eaux souterraines. La ressource Moureyre n'a fait l'objet d'aucune analyse lors de la campagne de mesure propre à la révision des zones vulnérables en 2018-2019. La ressource Orlhac a été suivie en 2018-2019 avec des résultats fluctuant entre 47,3 et 51,6 mg/L.

Par ailleurs, cette commune dispose de plusieurs ressources en eau potable qui ne présentent pas ce défaut de qualité.



Source : Agence de l'Eau Loire-Bretagne

On notera que les ressources Orlhac et Moureyre sont à deux extrémités différentes de la commune de Vieillespesse, alors que l'important chapelet des autres sources captées sur la commune se situe entre les deux (v. carte ci-après).

Par ailleurs, le classement en zone vulnérable depuis 2012 n'a eu aucun effet visible sur la qualité de l'eau. Il semble s'agir en effet de contaminations locales qui pourront être réglées plus efficacement par la mise en place de périmètres de protection des captages. Cette démarche a été engagée par le syndicat des eaux de la Margeride Nord, avec l'appui de la Mission d'assistance à la gestion de l'eau du Conseil départemental. Le syndicat a repris la gestion des captages de Vieillespesse depuis le début de l'année 2020.

En parallèle, les GVA (Groupements de Vulgarisation Agricole) de St-Flour Nord Margeride et de Massiac ont conduit plusieurs campagnes de mesures de reliquat azoté en sortie d'hiver auprès des agriculteurs de la zone. Ce travail groupé a pu être valorisé collectivement dans le cadre d'une journée technique organisée avec la Chambre d'agriculture du Cantal en mars 2018. Cela a permis à chacun des présents d'identifier leurs marges de progrès sur la fertilisation azotée. Ce type d'action ciblée pourra être reconduit et peut-être renforcé en parallèle de la mise en place des périmètres de protection des captages avec une réflexion plus globale sur chacun de ces micro-bassins versants à laquelle la Chambre d'agriculture du Cantal s'associera.

Considérant ainsi que le plan d'action de la Directive nitrate n'est pas le bon outil pour améliorer la qualité de l'eau des quelques captages riches en nitrates de la zone, nous demandons le retrait de la commune de Vieillespesse.